

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2017 n°18

20 Décembre 2017

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE

- **EDITORIAL**
- **DOSSIER DU TRIMESTRE**
- **ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:**
 - ◊ **INSTAT**
 - ◊ **DRPSIAP**
 - ◊ **CPS**
 - ◊ **Observatoires**
- **LES UTILISATEURS ET NOUS**

Une privation unique n'est pas toujours synonyme de pauvreté.

La pauvreté est perçue comme une situation de manques multiples et synchronisés.

Editorial

Le troisième trimestre de l'année 2017 a été caractérisé essentiellement par l'organisation de la Table Ronde relative au financement du RGPH 2019.

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 18 du « KHI-DEUX » qui entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du deuxième trimestre 2017.

A cette fonction de diffusion des activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter comme d'habitude deux rubriques plus spécifiques.

La première intitulée « *Dossier du trimestre* » se propose d'attirer l'at-

tention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.

Ce numéro traite du thème « *Enquête Nationale sur la Science, Tech-*



Harouna KONE
Directeur Général de l'INSTAT

nologie et Innovation 2016 »

La seconde rubrique, intitulée « *Les utilisateurs et nous* », permet de recueillir les points saillants de l'interview accordée à un

utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Monsieur Alasane DIALLO, Responsable des Relations publiques avec l'Administration et Plaidoyer à l'Agence pour la Promotion des Investissements (API) que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

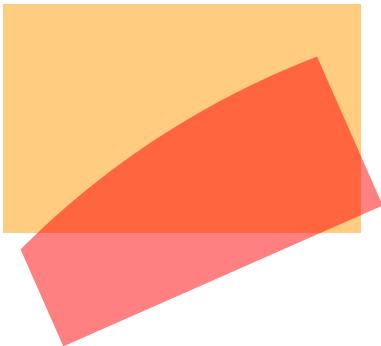
Dossier du trimestre : La pauvreté à plusieurs dimensions au Mali

Dans le cadre des analyses des résultats de l'EMOP, l'INSTAT a réalisé l'étude de la pauvreté multidimensionnelle en 2017 dont nous présentons ci-dessous les résultats.

L'indice de pauvreté multidimensionnel (IPM) est un nouvel indicateur statistique composite élaboré en 2007 par un laboratoire de l'Université d'Oxford (Oxford Poverty and Human Development Initiative, OPHI) et utilisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Un indice de pauvreté multidimensionnelle vise

à résumer plusieurs aspects de pauvreté non-monétaire à travers un seul nombre. D'une manière générale, l'IPM modifie la vision de la pauvreté en élargissant son champ d'analyse. Il s'agit de souligner qu'une privation unique n'est pas toujours synonyme de pauvreté. La pauvreté est perçue comme une situation de

manques multiples et synchronisés. Cette méthode complète les mesures de pauvreté monétaire et de pauvreté subjective. L'IPM rapporté par le PNUD est calculé pour la majorité des pays du monde. Il est basé sur des enquêtes réalisées dans presque tous les pays avec une fréquence de 5 à 10 ans.



Le nombre de pauvres estimé avec l'IPM global est 1,75 milliard de personnes, réparties dans les 104 pays en développement. Ce nombre est supérieur aux 1,44 milliards de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour et inférieur aux 2,6 milliards d'individus vivant avec moins de 2 dollars par jour.

Le choix d'indicateurs, les mêmes partout, peut être moins pertinent dans un certain pays. Le nombre de pauvres estimé avec l'IPM global est 1,75 milliard de personnes, réparties dans les 104 pays en développement. Ce nombre est supérieur aux 1,44 milliards de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour et inférieur aux 2,6 milliards d'individus vivant avec moins de 2 dollars par jour.

Les efforts internationaux, et la demande que chaque pays calcule un IPM pour satisfaire les Objectifs de Développement Durable, ont inspiré l'utilisation de l'EMOP pour un IPM malien. Un IPM est déterminé par plusieurs composantes : les dimensions, les indicateurs avec leurs poids, et le seuil. Les dimensions sont les aspects de pauvreté non-monétaire qu'on veut considérer. L'OPHI et le PNUD en ont choisi trois : l'éducation, la santé et les conditions de vie. Les indicateurs doivent mettre en évidence la situation de privation pour la dimension correspondante. En construisant un IPM national, il faudra donc choisir d'abord les dimensions et les indicateurs.

Dans cette première tentative, on a maintenu les dimensions et autant que possible et raisonnable les indicateurs et les poids utilisés par le PNUD. Pourtant, la méthodologie peut être utilisée avec différentes dimensions, indicateurs, pondérations et seuils. Une discussion détaillée et pertinente sur le choix de dimensions et d'indicateurs se trouve dans le rapport d'Alkire et Santos. Les auteurs ont remarqué que les dimensions potentielles qu'une mesure de la pau-

vreté pourrait refléter sont assez larges et incluent la santé, l'éducation, le niveau de vie, l'autonomisation, le travail, l'environnement, la sécurité de la violence, les relations sociales et la culture entre autres. Il est donc tout-à-fait possible de modifier la composition de l'IPM national présenté ici.

Méthodologie

On définit chaque ménage comme démunis ou non démunis selon la situation concernant les trois dimensions et selon chaque indicateur. Il est nécessaire que tous les indicateurs soient disponibles pour chaque ménage considéré, ce qui implique qu'on doit les chercher dans une seule enquête auprès des ménages. C'est donc les données de l'enquête EMOP 2016-2017 qui ont été utilisées pour cette analyse. La situation du ménage est appliquée à chaque membre du ménage.

Le calcul procède d'abord en trois étapes.

Un ménage reçoit la valeur 1 pour l'indicateur correspondant si le ménage est démunis, autrement 0. Pour chaque ménage, on calcule la somme pondérée des privations. Cette somme, qui aura automatiquement une valeur entre 0 et 1, s'appelle le score du ménage.

Quand le score est supérieur à 1/3 (le seuil), le ménage et tous les individus du ménage sont définis comme démunis ou bien pauvres dans le sens IPM.

Pour les ménages ayant un score inférieur à 1/3, leur score est remplacé par 0. Le score modifié ainsi est appelé le score censuré.

On reçoit ainsi un score pour chaque ménage enquêté dans l'EMOP. Quand le score est supérieur à 1/3, le ménage est pauvre au sens de l'IPM. En appliquant les coefficients de pondération des données de l'EMOP, on calcule directement le nombre de personnes pauvres au sens de l'IPM, et en divisant ce nombre par la taille de la population, on aura l'incidence de pauvreté IPM. C'est le même processus pour le niveau national, régional et pour le milieu urbain et rural. L'incidence est désignée par H.

Pour la dernière étape, dans le calcul de l'IPM, on calcule la moyenne des scores des personnes démunies. On applique les coefficients de pondération de l'EMOP pour calculer la moyenne. Cette moyenne représente l'intensité de la privation des pauvres au sens de l'IPM. L'intensité est désignée par A.

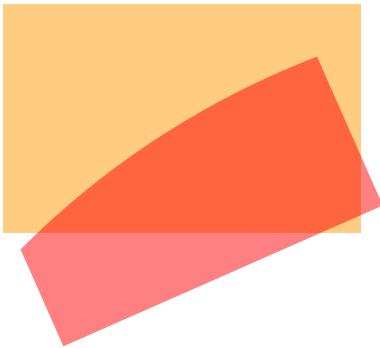


L'IPM est le produit des deux éléments :

$$IPM = H \times A$$

L'Indice de pauvreté multidimensionnel synthétise ainsi deux informations : le nombre de personnes touchées par la pauvreté multidimensionnelle (niveau ou taux de la pauvreté) et le nombre moyen de privations subies par les personnes dans les ménages pauvres (intensité ou la sévérité de leur pauvreté).

On peut interpréter l'IPM comme «la proportion des pauvres, ajustée par l'intensité de leur pauvreté».



L'incidence de la pauvreté multidimensionnelle (H) est donc estimée à 39,8%. Cela suppose que presque quatre personnes sur dix, sont démunies.



Données et résultats empiriques

Source de données

L'Institut National de la Statistique (INSTAT) avec l'appui technique et financière de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) et de la Statistique Suède (SCB) a mis en place en 2011 des programmes de renforcement des capacités statistiques du Système Statistique National (SSN).

Le but est de produire des statistiques publiques et cela afin de répondre aux besoins de suivi-évaluation du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD), des ODD ainsi que des programmes sectoriels mis en œuvre par le Mali et assurer la régularité et la disponibilité des indicateurs de conditions de vie des ménages.

L'EMOP est réalisée annuellement en quatre passages et chaque passage dure trois mois de collecte. Depuis, des données riches en information sur la pauvreté ont été fournies par l'INSTAT.

L'enquête porte sur les ménages du pays et fournit des données sur les Caractéristiques sociodémographiques des membres du ménage; de l'Education, la Santé, l'Emploi; la Gouvernance, la Paix et la Sécurité; l'Equipement et les biens possédés par le ménage, la Sécurité alimentaire; le Transferts et la Migration et les Dépenses de consommation des ménages. Les résultats sont significatifs au niveau national, dans chacune des huit (8) régions et le district de Bamako, et dans les deux milieux de résidence (urbain et rural). Toutefois, l'enquête EMOP

reste une enquête exploratoire sur la pauvreté. Toutes les variables utilisées dans la construction de l'indice composite de la pauvreté multidimensionnelle ont été tirées de l'enquête réalisée pour la période 2016-2017.

Résultats empiriques

L'IPM et les composantes H et A

L'IPM présente donc une vue composée de la situation en considérant tous les indicateurs inclus. On mesure séparément la proportion (H) de la population avec la pauvreté multidimensionnelle dans le sens de l'IPM, et l'intensité de la pauvreté (A).

La partie la plus accessible de l'IPM est l'incidence (H) et l'effectif de la population pauvre dans le sens qu'elle est privée en plusieurs dimensions.

L'incidence de la pauvreté multidimensionnelle (H) est donc estimée à 39,8%. Cela suppose que presque quatre personnes sur dix, sont démunies, c'est-à-dire, leur score est supérieur à 1/3. Cependant, la proportion donnée par l'indice H ne renseigne pas exactement sur les dimensions et les indicateurs de privation.

La grande majorité de la population (90,6%) vit dans les zones rurales et ce sont les plus touchés par la pauvreté multidimensionnelle (46,7%). Dans les autres villes, 28,9% des individus sont pauvres dans le sens de l'IPM, contre seulement 10,6% dans le district de Bamako. Cette large différence entre les milieux trouve son explication dans différents facteurs : le manque d'opportunité d'emploi dans le milieu

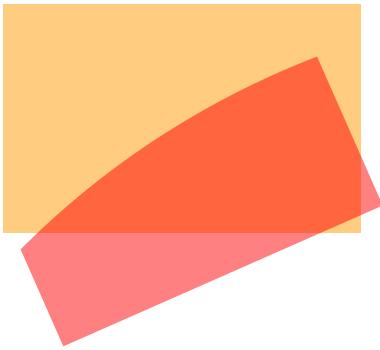
rural, ou encore manque de biens matériels pour avoir une bonne condition de vie, et autres.

L'incidence de pauvreté est très différente selon les régions. La région de Tombouctou enregistre le taux le plus élevé avec 71,8%, mais le taux est très bas en Sikasso et à Bamako. Pour investiguer les causes de ces effets ,il est utile d'examiner les composantes de l'indice, les indicateurs individuels (voir la section 3.2.2).

L'intensité A est remarquablement stable – environ 0,40-0,50 dans toutes les régions, et presque le même dans chacun des trois milieux de résidence. Cela veut dire qu'en moyenne, les pauvres dans le sens IPM sont privés sur un nombre d'indicateurs dont la somme des poids en Tableau 1 est 0,40-0,50. Vu que la mesure de la privation se trouve entre 0,33 (1/3) et 1,00 pour les pauvres, la privation s'étend donc rarement à tous les indicateurs au même temps. Dans la section3.2.2,la décomposition de l'indice montrera l'influence des indicateurs individuels.



Au niveau d'ensemble, l'IPM est égale à 18%. Il est plus élevé dans les régions de Tombouctou et Mopti, suivi des régions de Kayes et Gao. On note la plus faible valeur pour l'indice à Bamako (4%) et à Sikasso (9%).



Chaque indice (de pauvreté ou autre) est critiqué pour essayer d'exprimer une réalité compliquée et multidimensionnelle à partir d'un seul chiffre. En effet, il est nécessaire d'expliquer les rôles des composantes et se rendre compte de leur influence.



Les indicateurs individuels

Pour bien comprendre l'information véhiculée par un indice, il est nécessaire de connaître les détails des composantes. Parmi les individus pauvres dans le sens IPM, dans une certaine région, on calcule la contribution à l'IPM qui se réfère à chaque dimension, et à chaque indicateur. La somme des contributions est 100% dans chaque ligne (subdivision de la population) des tableaux 3 et 4.

Par rapport aux composantes de la privation, on note d'abord que les dimensions sont peu différentes. Chaque dimension contribue presque à un tiers de l'IPM sur le niveau national. Les contributions plus grandes sont notées pour la dimension Santé à Kayes, Gao et Bamako (plus de 40%) et pour la dimension Conditions de vie à Tombouctou et Gao (également plus de 40%). Sikasso a la contribution la plus grande pour la dimension Education (39,4%). A Gao, la dimension Education ne contribue que 19,4% aux privations.

En examinant les contributions de chaque indicateur, on voit que la grande contribution de la dimension Santé à Bamako dépend surtout de la situation de la sécurité alimentaire. (32,2%) Pourtant, il faut rappeler que l'incidence de pauvreté IPM est très bas à Bamako (10,6%). Les 32,2% de contribution de l'indicateur Sécurité alimentaire montrent qu'une partie substantielle de ce faible niveau de pauvreté est constituée par les problèmes à se nourrir. En outre, cet indicateur contribue beaucoup plus dans les

régions de Kayes (29,1%) et Gao (25,8%). Dans les autres régions, la contribution de cet indicateur est dépassée par d'autres problèmes. Parmi les indicateurs de Conditions de vie, c'est surtout le manque d'électricité et le revêtement du sol en terre battue, sable ou bouse qui influent sur la privation. L'accès à l'information est pratiquement sans problème partout - sans doute surtout à cause de la possession étendue de téléphones mobiles. Moins souvent, la situation de l'eau potable est une raison de privation.

Plus immédiatement accessibles que les contributions examinées sont les proportions des individus qui sont privés selon chaque indicateur. Elles donnent une mesure qui peut être traduite en nombre de personnes concernées selon chaque indicateur. La situation est ainsi illustrée par deux mesures complémentaires.

Conclusion

Le principal mérite de l'IPM est de rappeler que *la pauvreté est un phénomène multidimensionnel*. L'importance attribuée à l'éducation et à la santé permet de dépasser des mesures uniquement monétaires tandis que la prise en compte d'indicateurs d'accès aux services d'assainissement et à la distribution d'électricité étend la perception de la pauvreté et du bien-être.

A la différence des indicateurs monétaires, l'IPM permet de comprendre que *tous les pauvres ne sont pas pauvres pour les mêmes raisons*. En effet, au Mali, dans certaines régions, la pauvreté monétaire est plus accentuée alors que la situat-

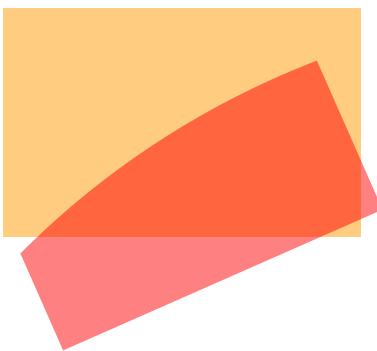
tion de santé, éducation et de conditions de vie est meilleure. Ainsi, on a montré que la pauvreté multidimensionnelle au Mali touche à 39,8 % de la population, moins que la pauvreté monétaire (46,8 %) et la pauvreté subjective (51,4%).

Chaque indice (de pauvreté ou autre) est critiqué pour essayer d'exprimer une réalité compliquée et multidimensionnelle à partir d'un seul chiffre. En effet, il est nécessaire d'expliquer les rôles des composantes et se rendre compte de leur influence.



Il est utile aussi d'analyser les combinaisons des composantes. Pour le choix d'indicateurs on doit considérer les conditions et les expériences locales. Dans ce rapport, on a essayé de répondre à de telles exigences.

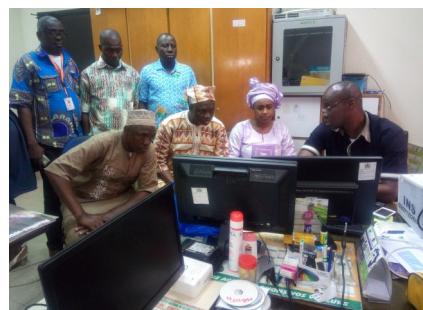
Avec des nouvelles variables incluses dans les éditions futures de l'EMOP, et avec une discussion approfondie sur le choix d'indicateurs, l'IPM national fournira encore des informations importantes.



La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuie l'Institut National de la Statistique et ses démembrements en vue d'atteindre les objectifs du Système Statistique National du Mali tout en améliorant les performances individuelles des agents et les capacités d'interventions



Photo de groupe (Voyage d'études sur la diffusion à l'INS d'Abidjan)



Voyage d'études sur la diffusion à l'INS d'Abidjan - Salle Infrastructures Réseau

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Institut National de la Statistique (INSTAT)

Dans le domaine des statistiques économiques, l'INSTAT a publié :

- les Bulletins de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) des mois de Mai, Juin et Juillet 2017 ;
- l'Indice des Matériaux de Construction (IMC) des mois de Mai, Juin et Juillet 2017 ;

Il a également publié le rapport annuel de l'EMOP 2016 ;

Enfin, l'INSTAT a publié le bulletin trimestriel « KHI-DEUX N° 17 ». Toutes ces publications sont accessibles sur le site web de l'INSTAT et support papier.

L'INSTAT a participé :

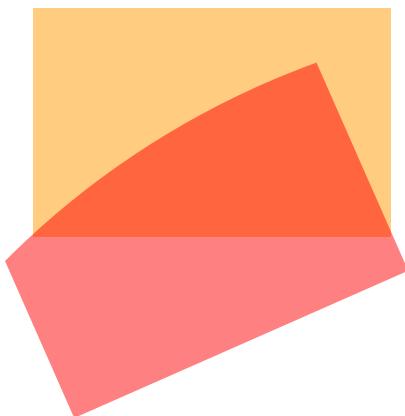
- du 24 au 28 Juillet 2017 à Abidjan en Côte d'Ivoire à l'atelier régional sur l'utilisation de la collecte des données assistées par ordinateur (CAPI) pour les enquêtes agricoles;
- du 20 Août au 02 Septembre 2017 à Dakar au Sénégal au Partage d'expérience dans le cadre du Recensement Général des Unités Economiques;
- du 20 au 25 Août 2017 à Abidjan en Côte d'Ivoire à l'atelier de formation sur les statistiques du commerce international des services;
- du 22 au 27 Août 2017 à Abuja au Nigeria à l'atelier régional de validation d'un document cadre pour la mise en place de la base de données qualité et industrielle de la CEDEAO.
- En juillet 2017, l'INSTAT a organisé un voyage d'études à Abidjan en Côte d'Ivoire.
- En effet, du 17 au 21 juillet 2017 une mission s'est rendue à Abidjan dans le cadre d'échanges d'expé-



Voyage d'études sur la diffusion à l'INS d'Abidjan - Salle Maintenance

riences en matière de diffusion des informations statistiques par les deux instituts de statistique.

L'objectif général de la mission était d'échanger sur les stratégies mises en œuvre par les deux INS pour assurer une meilleure diffusion de l'information statistique.



DRPSIAP de Ségou, réunion sur la mercuriale des prix

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Personnel DRPSIAP District de Bamako

Les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP)

Les missions essentielles assignées aux DRPSIAP sont :

- collecter, centraliser et traiter la documentation et l'information relatives à la planification du développement au niveau de chaque région ;
- mettre à la disposition des organismes publics et des privés les informations statistiques et informatiques.
- définir la stratégie et coordonner l'élaboration des politiques de la Région et du District de Bamako, en liaison avec les autorités compétentes, en matière de planification du développement, d'aménagement du territoire et de la population ;
- suivre et évaluer les plans, programmes et projets de la Région et du District de Bamako ;
- assurer la promotion, au niveau régional, de la Politique Nationale de la Population (PNP) ;
- définir la stratégie et coordonner l'élaboration des politiques de la Région et du District de Bamako, en liaison avec les autorités compétentes, en matière de planification du développement, d'aménagement du territoire et de population ;
- appuyer les collectivités territoriales de la région à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de leurs schémas d'aménagement ;
- collecter, centraliser, interpréter, traiter et diffuser l'information statistique sur les prix et les revenus des ménages au niveau de la région ;
- participer et coordonner toutes enquêtes dans les domaines de l'industrie, du commerce et des services ;
- veiller à l'application au niveau régional du Schéma Directeur National de l'informatique.

1. DRPSIAP de Bamako

Au titre des opérations spéciales, la DRPSIAP de Bamako a organisé en partenariat avec Statistique SUEDE une Mission

de supervision de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP).

L'objectif principal de cette mission d'un jour financée par le Budget de l'EMOP est de faire le point de la collecte et échanger sur les difficultés rencontrées au cours de l'opération.

Elle s'est rendue dans les grappes n°1026 et 1034 en commune I du District de Bamako dans les quartiers de Djélibougou et Fadjiguita.

Au titre des rencontres, la DRPSIAP a participé à l'Institut National de Recherche en Santé Publique (INRSP) à la Session de formation sur les modules de base de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP), du 17 au 21 avril 2017.

Cette Session de formation financée par le Budget EMOP avait pour objectif la Formation des superviseurs, contrôleurs et enquêteurs. Elle a regroupé les superviseurs, les contrôleurs et les enquêteurs des régions et du District de Bamako.

Les participants ont été formés sur le processus de dénombrement, les redimensionnements en milieu rural et urbain ainsi que la segmentation des grappes.

Elle a également participé à la Réunion des équipes de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP), le 25 avril 2017.

Cette réunion tenu à la Salle de réunion de la DRPSIAP de Bamako avait pour objectif de faire le point des préparatifs du démarrage de la collecte pour le compte de la 6ème édition, compte rendu de la formation. Elle a regroupé huit (8) enquêteurs, deux (2) contrôleurs et un (1) superviseur.

Après avoir donné les consignes pour le démarrage de la collecte, la réunion a fait le point de la formation du 17 au 21 avril 2017 et a passé en revue la liste des grappes à segmenter.

2. DRPSIAP de Gao

Au titre des rencontres, la DRPSIAP de Gao a participé à Bamako à l'atelier de restitution des documents de stratégie du dénombrement numérisé et du traitement des données du RGPH 2019.

Financée par le FNUAP, cette rencontre a regroupé l'INSTAT et les DRPSIAP. L'objectif est de contribuer à améliorer la qualité de la préparation et des résultats du recensement du Mali de 2019.

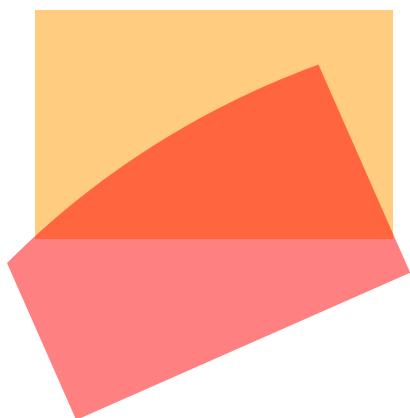
Elle a aussi participé à Bamako à l'atelier de validation de la Stratégie Spécifique de Développement Intégré des Régions du Nord du Mali (SSD/RN).

Financée par les partenaires et la CSLP, cette rencontre regroupé les départements ministériels, les collectivités, les services techniques déconcentrés et les PTF. Elle avait pour objectifs :

- informer les bénéficiaires des 6 Régions concernées sur le contenu de la Stratégie Spécifique de Développement Intégré des Régions du Nord du Mali ;
- définir avec les acteurs Régionaux et locaux, les actions prioritaires à mettre en œuvre dans la SSD/RN.
- recueillir les initiatives d'intérêt régional ou inter-régional devant compléter le Plan d'actions de la SSD/RN conformément à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger signé le 15 mai et parachevé le 20 juin 2015 à Bamako.

- susciter la réflexion sur l'opérationnalisation, au niveau des 6 Régions concernées, des Comités régionaux, locaux et communaux d'orientation, de coordination et de suivi-évaluation des actions de développement (CROCSAD, CLOCSAD et CCOCSSAD), en vue d'assurer une bonne mise en œuvre de la SSD/RN.

Elle a également participé à la Journée de réflexion et d'échanges sur les questions d'Aménagement du Territoire, de la Population



Projet Hydro-électrique de Gouina

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Rencontre de cadrage des services régionaux en charge des questions de planification dans le cadre de l'élaboration des Programmes transfrontaliers de Développement Local des deux espaces Kéniéba - Saraya et Bakel - Kayes

et de la Statistique.

Cette journée tenue à Kati sur financement de la DFM/MATP, a regroupé les services centraux du MATP et les DRPSIAP. L'objectif global de la Journée est d'élaborer un plan d'actions actualisé pour la période 2017-2018.

Elle a également participé à Mopti aux concertations régionales sur le CREDD sur financement de la CT/CSLP, elles ont regroupé l'Administration, les Collectivités Territoriales et les Services techniques. Les objectifs visés sont :

- créer les conditions d'une concertation pluri-acteurs sur la mise en œuvre des politiques publiques à partir du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018) allant dans le sens d'une plus grande exclusivité, transparence et redevabilité des politiques publiques à un niveau régional ;
- analyser la performance des politiques publiques dans la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable et des Objectifs de Développement Durable à l'échelon régional;
- proposer des solutions stratégiques et opérationnelles pour améliorer la performance des politiques publiques au niveau régional.

La DRPSIAP de Gao a aussi participé à Bamako à l'atelier d'information et de sensibilisation sur le partenariat mondial. Financé par le **SHA** (Système d'Harmonisation à l'Aide), l'atelier a regroupé les Services centraux, les DRPSIAP, l'Organisation de la Société Civile et les PTF. L'atelier vise à sensibiliser et informer les participants des conclusions et recommandations issues des rapports de mise en œuvre du **PMCED** (Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement) afin qu'elles se traduisent au Mali en actions concrètes dans les activités de chaque acteur concerné.

AUTRES FAITS IMPORTANTS :
Appui à la formation des agents enquêteurs de l'Enquête

Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN). L'Enquête a été financée par le PAM, la FAO, le SAP, la FEFW-NET, l'Ofam et l'ACT.

3. DRPSIAP de Mopti

Au titre des **OPERATIONS SPECIALES**, la DRPSIAP a participé à la Validation du Plan de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC 2017 - 2022) du Conseil Régional de Mopti.

Financé par le Conseil Régional de Mopti à hauteur de 17 000 000 FCFA en partenariat avec CROCSAD AVD (Bureau d'études), cet atelier de 3 mois avait pour objectif principal l'élaboration du PDESC 2017 - 2022.

La DRPSIAP a également participé à la Collecte de données pour la réalisation de l'étude sur le « Profil de Pauvreté des Communes du Mali ». Financé par l'ODHD à hauteur de 16 916 000 FCFA en partenariat avec l'INSTAT, cet atelier qui a duré 1 mois avait pour objectif l'élaboration des Indices de Pauvreté Communale » IPC 2017.

La DRPSIAP a aussi participé à la Collecte des données pour l'élaboration des indicateurs du Document Cadre de Politique Nationale de la Décentralisation (DCPND). Financé par le PADRE en partenariat avec les Collectivités Territoriales, Administration, Services Techniques Déconcentrés, cet atelier de 3 mois avait pour objectif la Production d'un rapport trimestriel sur les indicateurs de suivi du DCPND.

Au titre des **Rencontres**, la DRPSIAP a participé à la 2^{ème} rencontre trimestrielle du Comité Régional de Suivi de la Sécurité Alimentaire. Cette rencontre tenue à Mopti et financée par l'OCHA, la MINUSMA et le CSA a regroupé les acteurs du Comité Régional de Suivi de la Sécurité Alimentaire.

La DRPSIAP a également participé à la 2^{ème} rencontre trimestrielle du Comité Régional de Suivi Humanitaire tenue à Mopti. Cette rencontre a été financée par l'OCHA, la DRDES la DRPSIAP-Mopti en partenariat avec le Comité Régional de Suivi Humanitaire. Son objectif principal est la mise en œuvre du Plan Régional de Réponse Humanitaire.

Au titre des PUBLICATIONS REALISEES :

- Les Annuaires statistiques 2015 et 2016 sont en cours d'élaboration. Ils sont accessibles en fichiers électroniques.

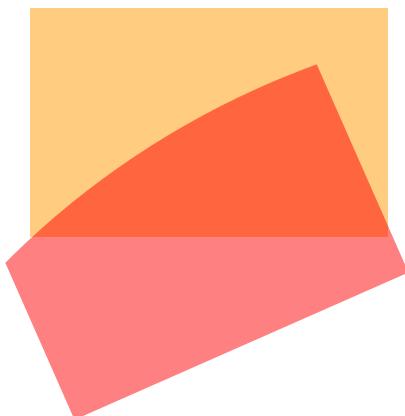
- Quelques données socio-économiques de la région sont en cours d'élaboration. Elles sont accessibles en fichiers électroniques.

Au titre des **MISSIONS/ APPUIS TECHNIQUES**, la DRPSIAP a apporté son appui au Conseil Régional. L'objectif de la mission était l'élaboration du **PDESC** (Programme Décennal de Développement Economique, Social et Culturel) 2017 - 2021 du Conseil Régional de Mopti.

En partenariat avec l'Administration, les services techniques, les Collectivités Territoriales et les PTF, en 6 mois le Document est élaboré et validé.

En partenariat avec la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire (**DNAT**), la DRPSIAP a également apporté son appui au Conseil Régional pour l'actualisation du répertoire des Projets/Programmes et ONG et autres intervenants dans la région de Mopti. L'élaboration du document est en cours.

Au titre du mouvement du personnel, la DRPSIAP de Mopti a enregistré l'arrivée d'un agent de la catégorie A suite à la fin de son congé de formation à l'**IPD** (Institut Panafricain pour le Développement) de Ouagadougou (Burkina Faso).



Projet Hydro-électrique de Gouina

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Rencontre de cadrage des services régionaux en charge des questions de planification dans le cadre de l'élaboration des Programmes transfrontaliers de Développement Local des deux espaces Kéniéba - Saraya et Bakel - Kayes

4. DRPSIAP de Séguo

Au titre des **opérations spéciales**, la DRPSIAP de Séguo a organisé en partenariat avec l'ODHD/LCP une formation sur « l'élaboration des profils de pauvreté et l'établissement de la situation de Référence des ODD dans les communes du Mali ». L'objectif principal est de former les formateurs régionaux.

Elle a aussi participé avec le Système d'Alerte Précoce (SAP) à la Collecte d'informations sur l'évolution de la campagne agropastorale dans la région de Séguo pour apprécier l'évolution de la campagne agropastorale.

La DRPSIAP a également participé à la formation des superviseurs régionaux de l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC). Cette formation des formateurs régionaux financée sur le Budget National a été organisée en partenariat avec la CPS/SDR.

Elle a organisé en partenariat avec l'ODHD/LCP la formation des enquêteurs et contrôleurs sur « l'élaboration des profils de pauvreté et l'établissement de la situation de Référence des ODD dans les communes du Mali ». L'objectif est de former les agents de collecte.

La DRPSIAP a enfin organisé avec la CPS/SDR la formation des enquêteurs et contrôleurs de l'Enquête Agricole de Conjoncture.

Financée sur Budget National, le but est de former les agents de collecte.

Au titre des **rencontres**, la DRPSIAP de Séguo a participé à l'atelier de restitution des documents de stratégie du dénombrement numérisé et du traitement des données du RGPH 2019 organisé par l'INSTAT à l'Hôtel Plaza Bamako.

Elle a organisé un atelier de restitution de l'étude de base du Programme MLI 023 « Décentralisation et bonne Gouvernance » à la commission de travail pour l'appui au Programme MLI 023.

Cet atelier tenu à Séguo a pour objectif de permettre aux acteurs de s'approprier des résultats de l'étude. Il a vu la participation du Gouvernorat, du Conseil Régional, STD et de la Société Civile. L'activité a été financé par Lux Dev.

La DRPSIAP a aussi organisé un atelier de formation des acteurs régionaux sur la base du Revenu du Territorial (RT) dont l'objectif est de renforcer les capa-

cités des acteurs régionaux. Cet atelier financé par la GIZ s'est déroulé à la Direction Générale des Collectivités Territoriales (**DGCT/Bamako**) et a vu la participation du Conseil Régional et de la DRPSIAP.

Elle a organisé une formation des superviseurs régionaux de l'Enquête Agricole de Conjoncture sur le Budget National. Les participants sont de la CPS/SDR.

Elle a enfin organisé avec la collaboration de l'INSTAT et la CPS/SDR la formation sur le processus d'enregistrement des exploitations agricoles à laquelle la Chambre Régionale d'Agriculture de Séguo a participé.

Au titre des **MISSIONS/APPUIS TECHNIQUES**, la DRPSIAP a réalisé en partenariat avec la CPS/SDR la Première mission de supervision régionale de l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC) dont l'objectif est de suivre l'état d'avancement de la collecte et apporter des appuis nécessaires. La mission a duré dix jours.

Au titre du **Mouvement du personnel**, deux (2) agents techniques sont admis au concours du CFP-STAT.

5. DRPSIAP de Tombouctou

Au titre des **opérations spéciales**, la DRPSIAP a procédé à la saisie des données de l'annuaire statistique et à la collecte de données complémentaires pour produire l'Annuaire 2016.

Elle a aussi collecté les données sur le suivi des actions de développement en 2016 dans la Région de Tombouctou afin de produire le rapport régional de mise en œuvre des actions de développement dans la région.

Cette collecte d'un coût de 1.500.000 FCFA financée par le Budget National a duré deux mois (Juillet - Août 2017).

Elle a également participé à la collecte des données dans le cadre de l'étude pour l'élaboration des profils de pauvreté et de la situation de référence des ODD dans les communes du Mali (Août Septembre 2017 dans la région de Tombouctou) dont le but est d'accélérer l'atteinte des ODD par l'élaboration des profils des 703 communes du Mali de façon

générale et particulièrement l'établissement de la situation de référence des ODD. Financée à hauteur de 9 841 000 F CFA par l'ODHD/LCP en partenariat avec PNUD/UNICEF, la collecte s'est déroulée d'Août à Septembre 2017.

Au titre des **rencontres**, la DRPSIAP de Tombouctou a participé à la Session extraordinaire du CROCSAD du 12 juin 2017 pour la validation du Programme d'Actions Prioritaires du PAP-2017-2018 des Autorités Intérimaires de Tombouctou. Cette session effectuée à Tombouctou qui avait pour participants l'Administration, les services techniques, les élus, les autorités intérimaires et la société civile a été financée par le Collège Intérimaire de Tombouctou.

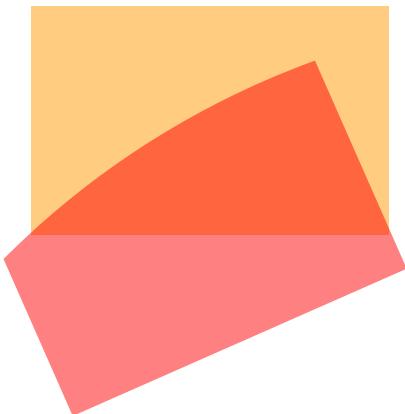
Elle a aussi participé avec l'Administration, les services techniques, les élus, les autorités intérimaires et la société civile à la première session ordinaire du CROCSAD tenue les 02, 03 et 04 août 2017 à Tombouctou pour la validation du bilan de la mise en œuvre des actions de développement 2016-2017 dans la région de Tombouctou et les perspectives 2018-2019. Source de financement: Gouvernorat de Tombouctou.

Au titre des **publications** réalisées la DRPSIAP a produit:

- Le Rapport régional de mise œuvre 2016 du CREED en Septembre 2017,
- Le Rapport régional de suivi des actions de développement dans la Région de Tombouctou en Aout 2017
- L'Annuaire statistique 2016 en Juin 2017.

6. DRPSIAP de Kidal

Au titre des **opérations spéciales**, la DRPSIAP en partenariat avec le PNUD et l'UNICEF, a réalisé avec la collaboration de l'ODHD une enquête sur l'Indice de Pauvreté Communale (IPC). L'objectif général de cette enquête est d'évaluer le niveau de pauvreté de la commune en termes d'infrastructures et d'équipements collectifs. Cette enquête qui a duré un mois a été financée par les PTF.



CPS Secteur Coopération et Intégration

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



CPS Secteur Equipment, Transport et Communication

Les Cellules de Planification et de Statistique (CPS)

1. CPS Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaine de l'Etat (CPS/SEEUDE)

Au titre des opérations spéciales, la CPS a participé aux travaux sur la Revue Harmonisée du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaine de l'Etat.

Financée par le Budget National à hauteur de 20 millions de FCFA, cette Revue d'une journée avait pour objectif d'améliorer le mécanisme de Suivi-Evaluation des actions de développement. La Revue Harmonisée a pour partenaires l'ensemble des structures du secteur, la société civile et les PTF.

Au titre des rencontres, la CPS a participé à la réunion du Comité de pilotage élargie au comité technique « TrackFin -Eau, Assainissement, Hygiène » tenue à Bamako avec pour objectif le suivi de la mise en œuvre des activités TrackFin au Mali.

Financé par l'OMS, ce Comité a regroupé les structures du secteur Eau, Hygiène et Assainissement.

Au titre des publications Réalisées, la CPS a publié le 4 mai 2017 le Rapport de la Revue Harmonisée du secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat, disponible en copie dure et version électronique.

Au titre du Mouvement du personnel, un agent de la catégorie A est admis en disponibilité.

LES OBSERVATOIRES :

1. Observatoire du Développement Humain Durable et la Lutte contre la Pauvreté (ODHD/LCP)

Au titre des rencontres, l'ODHD/LCP a participé en tant que membre et animateur du dispositif de suivi et d'évaluation du CREDD et des ODD, aux travaux de relecture, de la revue 2015 du CSCR 2012-2017, à la préparation des TDR et de l'élaboration du rapport sur la priorisation des ODD au Mali ; à la Revue Budgétaire Conjointe 2015.

Cette rencontre a regroupé les représentants des CPS, services techniques centraux et autres organismes publics, secteur privé et société civile.



Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

Elle a participé à l'atelier des membres de l'équipe technique de la composante Planification Suivi Evaluation du Programme de Coopération Mali-UNICEF.

Elle a également participé à l'actualisation du cadrage macroéconomique pour la relecture du CSCR 2012-2017.

L'ODHD/LCP a aussi participé au Centre Haoua KEITA à Bamako à la réunion Préparatoire de l'atelier de révision de la liste des indicateurs Malikunnafo en vue de la prise en compte du CREED, des ODD, de l'UNDAF et de nouveaux besoins sectoriels.

Toujours au Centre Haoua KEITA de Bamako, elle a participé aux travaux de l'alimentation de la base de données socioéconomiques « Malikunnafo ».

Elle a participé à CAMASC avec les services du Développement Social à l'atelier d'intégration des indicateurs des ODD et du CREED dans les fiches de collecte du Système d'Information Sociale

A la DNDS, l'ODHD a participé avec les services du Développement Social aux travaux de suivi et la mise en œuvre du Système d'Informations Sociales (SISo) du Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MSAH).

Elle a enfin participé à Bamako en tant que membre du comité de pilotage à la préparation et à la tenue de la revue du Schéma Directeur de la Statistique (SDS) 2016 ainsi qu'aux activités relatives à la mise en œuvre du SDS 2015-2019 (Programmes régionaux de statistique des régions de Kayes. Etaient également présent les responsables des structures sectorielles étatiques, le secteur privé, la société civile et les PTF.

2. Observatoire du Marché Agricole (OMA)

Au titre des publications, l'OMA a publié les Rapports hebdomadaires (Communiqué, Poï Kan Poï, Situation et Synthèse) des prix et quantités des produits agricoles à travers le Net et sur support papier.

Il produit mensuellement le Reflet portant sur la production des céréales, des produits halieutiques, des produits non céréaliers et des intrants.



Observatoire du Marché Agricole

Ces informations sont accessibles sur le site web de l'OMA et sur support papier. Il a également mis à disposition des utilisateurs les informations sur les prix et les quantités de tous les produits agricoles (céréales, poissons, produits maraîchers et les semences et équipements agricoles).

Il a également publié le flux transfrontalier mensuel relatif aux Données sur les quantités importées et exportées.

Ce rapport disponible sur Internet et sur support papier met à disposition les quantités des produits agricoles importés et exportés.

LES UTILISATEURS ET NOUS

Points saillants de l'interview de Monsieur Alassane DIALLO, Responsable Relations publiques et Plaidoyer de l'Agence pour la Promotion des Investissements.



Pour ce numéro, l'INSTAT a approché l'Agence pour la Promotion des investissements (API) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

L'API utilise en général les statistiques dans le domaine de l'économie et des finances. Les données de base sont utilisées en général.

Les statistiques proviennent principalement de l'INSTAT, des CPS et des Ministères.

L'accès aux données est facile et se fait généralement sur support papier, et supports électroniques.

L'API fait généralement le déplacement chez le producteur pour avoir accès aux informations. Mais, il arrive aussi que le producteur les envoie sous forme de courrier.

L'API entretient de bonnes relations de collaboration avec l'INSTAT, mais pas avec les autres structures du SSN. Cependant l'API n'a pas de contact particulier au sein de l'INSTAT. L'API pense que les données produites par l'INSTAT sont de bonnes qualités mais d'accès difficile

Les chiffres utilisés le sont à titre médiatique pour informer ou retransmettre l'information vers des tiers et à titre analytique pour compiler des situations dans le temps.

L'API a déjà utilisé les données statistiques produites par l'INSTAT pour faire des notes techniques à la hiérarchie sur des dossiers spécifiques.

L'API pense que les données manquantes portent sur les statistiques des PME au Mali et leur domaine d'activité. L'API est satisfait des données utilisées et souhaite qu'elles soient améliorées en

termes de qualité et de délai de production.

L'API pense que les facteurs limitant l'utilisation des statistiques sont de trois ordres :

- la non disponibilité à temps ;
- la difficulté d'accès ;
- le manque d'information sur la diffusion

L'API aimerait disposer des informations relatives aux agrégats macro-économiques, aux entreprises et aux investissements directs étrangers (IDE).

L'API pense que, pour rendre plus accessibles ses données, l'INSTAT doit les publier sur le site web selon un calendrier connu.

L'API serait intéressé par une formation de 3 à 4 personnes à l'utilisation des logiciels statistiques sous forme d'ateliers d'une semaine. Il pourrait également être intéressé par des sessions de formations au cours desquelles les principaux sujets à aborder porteront sur l'économie, le social, les investissements nationaux et étrangers.

Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement est notre passion



Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat.gov.ml

Directeur de publication

Harouna KONE

Rédacteur en Chef

Souleymane KEITA

Comité de rédaction

Moussa TRAORE

Mahamadou BAGAYOKO

Ténin SAMAKE

Distribution

Boubacar DEMBELE



Agence pour la Promotion des Investissements

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.

